

**RÈGLEMENT DE CONCOURS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE PRIVÉE (R C)
PHASE CANDIDATURES**

Maître de l'ouvrage

ETAT - MINISTÈRE DES ARMÉES

Conducteur d'opération

SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE SUD-OUEST

Objet de la consultation

Projet N° 25-002

MONT DE MARSAN (40) – Base Aérienne 118 – Dépôt Essences Air (DEA)

Construction d'un bâtiment d'exploitation

Marché de maîtrise d'œuvre privée

Phase candidature

Identifiant COSI : 457 232

Remise des candidatures

Date et heure limite de réception : 11 MARS 2024 – 16 h 00

SOMMAIRE

ARTICLE 1. L'ACHETEUR PUBLIC	3
NOM ET ADRESSE DE L'ACHETEUR PUBLIC	3
ARTICLE 2. OBJET DE LA CONSULTATION	3
2.1. DESCRIPTION DE L'OPERATION	3
2.2. DESCRIPTION DU MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE	5
2.3. DUREE DU MARCHE	7
ARTICLE 3. CONDITIONS RELATIVES AU MARCHE	7
3.1. MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT	7
3.2. CONDITIONS PROPRES AUX MARCHES DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES	8
ARTICLE 4. PROCEDURE	8
4.1. TYPE DE PROCEDURE	8
4.2. FORME JURIDIQUE DU SOUSMISSIONNAIRE	8
ARTICLE 5. PRESENTATION DES CANDIDATURES	10
5.1. GENERALITES	10
5.2. MODIFICATIONS DE DETAILS AU DOSSIER DE CONSULTATION	10
5.3. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES DES ENTREPRISES SUR LA PLACE	10
5.4. VISITE DU SITE	10
5.5. CONTENU DES PLIS	10
5.6. MODALITE D'ENVOI OU DE DEPOT DES CANDIDATURES	11
5.7. CONVENTION DE NOMMAGE	11
ARTICLE 6. SELECTION DES CANDIDATURES	11
6.1. NOMBRE DE CANDIDATURES ADMISES	11
6.2. JUGEMENT DES CANDIDATURES	11
ARTICLE 7. PRECISIONS SUR LA PHASE OFFRES	14
7.1. CRITERES DE SELECTION PHASE OFFRE	14
7.2. INFORMATION SUR LA DEMARCHE D'HOMOLOGATION DES SYSTEMES INDUSTRIELS D'INFRASTRUCTURES	14
7.3. INFORMATION SUR LES CONTROLES PRIMAIRES DES PERSONNES PHYSIQUES	15
7.4. INDEMNITES DE CONCOURS	15
ARTICLE 8. PROCEDURE DE RECOURS	15

Liste des annexes au règlement de concours :

- **Annexe 1** : Tableau de présentation du groupement et cadre de présentation des références
- **Annexe 2** : Synthèse du programme
- **Annexe 3** : Clause de dématérialisation

ARTICLE 1. L'ACHETEUR PUBLIC

Nom et adresse de l'acheteur public

L'acheteur public est l'Etat, Ministère des Armées, Secrétariat Général pour l'Administration, Service d'Infrastructure de la Défense Sud-Ouest.

Adresse postale :

Service d'Infrastructure de la Défense Sud-Ouest
Caserne Nansouty
223 rue de Bègles - CS 21152 - 33068 Bordeaux cedex

Adresse géographique :

Service d'Infrastructure de la Défense Sud-Ouest
Caserne Pelleport
9 rue de Cursol - 33 000 Bordeaux

ARTICLE 2. OBJET DE LA CONSULTATION

2.1. Description de l'opération

2.1.1. Lieu de l'opération

MONT DE MARSAN (40) – Base Aérienne 118 – Dépôt des Essences Air (DEA)

2.1.2. Descriptif sommaire de l'opération

Cette opération a pour enjeu de regrouper l'ensemble des unités du DEA de la base aérienne 118 dans un unique bâtiment de commandement.

La construction du bâtiment d'exploitation optimisera ainsi le fonctionnement du DEA.

L'opération concerne une surface utile d'environ 400 m², pour un effectif de 50 personnes (40 hommes / 10 femmes).

Elle concerne principalement des travaux de :

- Création d'un poste de transformation couvrant l'ensemble des besoins de la future zone technique ;
- Démolition de deux bâtiments avec prise en compte de la présence d'amiante et de plomb ;
- Démolition des équipements propres à ces bâtiments (fosse septique, cuve à fioul vide...) ;
- Construction du bâtiment d'exploitation.

Une synthèse du programme de travaux est transmise en annexe 2 du présent document.

2.1.3. Estimation prévisionnelle du montant des travaux

L'enveloppe financière prévisionnelle allouée aux travaux est estimée au stade de la candidature à **1 493 000 € HT - 1 791 600 € TTC (janvier 2025)**.

Le programme est en cours de finalisation au moment du lancement de la phase candidatures de ce marché, le montant estimé de l'enveloppe financière prévisionnelle est susceptible d'être légèrement modifié en phase offres.

2.1.4. Calendrier de l'opération

A titre indicatif, le calendrier prévisionnel du déroulement de l'opération s'établit comme suit :

- Choix des candidats : **2^{ème} trimestre 2025**
- Consultation des candidats retenus : **Mai / juin 2025**
- Remise des offres : **Juillet 2025**
- Choix du lauréat : **3^{ème} trimestre 2025**
- Notification du marché de maîtrise d'œuvre : **4^{ème} trimestre 2025**
- Conception de l'opération : **2026 / 2027**
- Objectif de notification du marché de travaux : **4^{ème} trimestre 2027**
- Démarrage du délai d'exécution : **1^{er} trimestre 2028**
- Durée des travaux : **17 mois de travaux dont 3 mois de période de préparation**
- Livraison : **3^{ème} trimestre 2029**

La durée estimée du marché est de 57 mois (garantie de parfait achèvement incluse)

2.1.5. Présentation des acteurs de l'opération

Les principaux acteurs de l'opération sont les suivants :

Conducteur d'opération	Service d'Infrastructure de la Défense Sud-Ouest / Division Investissement
Maîtrise d'œuvre	Présent marché
Contrôleur technique	<p>Société ANCO ATLANTIQUE 5 Rue Maryse Bastié – 64 000 ANGLET</p> <p>Missions confiées à titre indicatif :</p> <p><u>*Missions de base :</u></p> <p>L = solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables ; et S = sécurité des personnes dans les constructions.</p> <p><u>*Missions complémentaires :</u></p> <p>P1 = solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés ; F = fonctionnement des installations ; Ph = isolation acoustique des bâtiments ; Th = isolation thermique et économies d'énergie ; Hand = accessibilité des constructions pour les personnes handicapées ; HYS = hygiène et santé dans les bâtiments ; VIEL = vérification initiale des installations électriques.</p> <p>Le contrôleur technique formalisera son avis sur les documents de conception et d'exécution.</p>
Coordonnateur SPS	<p>Société DEKRA INDUSTRIAL 85 rue de la Morandière – BP 40 030 – 33 185 Le Haillan</p> <p>Mission de niveau 2 sur les phases « conception » et « réalisation »</p>
Etudes et diagnostics	<p>A réaliser, par la maîtrise d'ouvrage, en phase conception (AVP et PRO)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etudes géotechniques - Analyse du risque foudre

2.2. Description du marché de maîtrise d'œuvre

2.2.1. *Objet du marché de maîtrise d'œuvre*

Le marché est un concours restreint sur esquisse en application de l'article L 2125-1 2° du code de la commande publique.

Il comprend une mission de base - construction d'ouvrage de bâtiment (ESQ, APS, APD, PRO, ACT, VISA, DET, AOR), sans étude d'exécution, en application du livre IV du code de la commande publique relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre privée, en incluant le management du BIM.

Il comprend également les missions complémentaires suivantes :

- Diagnostic (DIAG)
- Systèmes de Sécurité Incendie (SSI)
- Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC)
- Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et Installations, Ouvrages, Travaux, et Activités (ICPE/IOTA)

2.2.2. *Précisions sur le BIM*

Le titulaire du marché devra utiliser pour toute la durée de l'opération une maquette numérique pour tous les éléments (VRD, infrastructures, équipements techniques, ...). Cette maquette numérique : **LOD 200 – Niveau 2**, comprendra des caractéristiques géométriques (coupes, plans, élévations, etc.) et des renseignements sur la nature de tous les objets utilisés (composition, propriétés physiques, mécaniques, comportement, etc.).

Le présent marché de maîtrise d'œuvre doit s'inscrire pleinement dans cette démarche BIM, qui ne remet pas en question le séquençement des études de conception tel qu'il est défini par la réglementation.

La procédure BIM (Bâtiment et Informations Modélisées), à travers cette maquette numérique, devra être un outil de travail mis à jour en continu et tout élément validé par le conducteur d'opération et ses assistants techniques (ATMO) y seront intégrés.

Le standard ISO unique applicable pour cette opération est le format IFC (« Industry Foundation Classes»). Il permet de décrire des objets (murs, fenêtres, espaces, poteaux, etc.), leur caractéristiques et leurs relations. Les IFC font partie de la norme internationale STEP ou « standard for Exchange of product data » (ISO 10 303). Il sera également appliqué la norme XP P07-150 (méthode de définition et gestion des propriétés descriptives des produits et systèmes pour le BIM et autres échanges numériques) dans le cadre de cette opération.

Ainsi, la mission de base inclut le management du BIM, permettant notamment l'établissement et le suivi de la maquette numérique. Le processus de BIM management prévoira la compilation des Maquettes Numériques métiers de tous les intervenants afin de constituer une représentation numérique du projet. Il assurera à minima la consolidation de la maquette numérique aux points d'étapes du cycle de l'ouvrage :

- La conception
- La réalisation
- L'exploitation avec la remise du dossier des ouvrages exécutés

Il sera en charge de piloter l'élaboration de la convention BIM. La convention BIM sera élaborée, rédigée et mise à jour en coordination et accord avec l'ensemble des parties intervenantes concernées.

La plateforme BIM, accueillant la maquette numérique et tous les moyens logiciels liés au BIM management, sera hébergée et gérée par le BIM Manager. La convention BIM reprendra notamment les protocoles d'échanges entre tous les contributeurs du BIM et les conditions de sauvegarde, d'archivage et de traçabilité de toutes les interventions.

2.2.3. Type de marché

Le marché est un marché de services ; nomenclature CPC : catégorie 12.

2.2.4. Nomenclature communautaire pertinente

Classification CPV : Service d'architecture, service d'ingénierie et service d'inspection : 710 00000-8

2.2.5. Descriptif des prestations demandées

Les missions du présent marché de maîtrise d'œuvre comprennent la mission de base et les missions complémentaires décrites ci-dessous :

➤ Mission de base :

Le présent marché de maîtrise d'œuvre comprend une mission de base – construction d'ouvrage de bâtiment – sans étude d'exécution, avec obligatoirement deux engagements du titulaire du marché :

- Engagement n° 1 : respect du coût prévisionnel des travaux,
- Engagement n° 2 : respect du coût résultant des marchés de travaux.

En conception :

ESQ	Esquisse (phase concours) – Achèvement des études d'esquisse selon les remarques du jury et de l'administration pour le lauréat du concours
APS	Avant-projet sommaire
APD	Avant-projet définitif
PRO	Etudes de projet
ACT	Assistance au Maître d'Ouvrage pour la passation des contrats de travaux

En réalisation :

VISA	Examen de la conformité au projet et visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs.
DET	Direction de l'exécution des contrats de travaux
AOR	L'assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement des travaux (GPA)

➤ Missions complémentaires :

Mission DIAG	<p>Dans le cadre de la vérification de la faisabilité de l'opération afin d'établir un avant-projet exhaustif en termes techniques, réglementaires et financiers, le maître d'œuvre pourra proposer, si nécessaire, et en les justifiant, des études complémentaires à réaliser avant le début des travaux.</p> <p>Pour chaque étude complémentaire acceptée par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre devra la rédaction des pièces techniques des marchés (plans, y compris), l'organisation des visites du site par les candidats, l'accompagnement de la société retenue pendant toute la durée de ses investigations sur site, l'exploitation des résultats (*)</p>
---------------------	---

Mission SSI	La mission de coordination des systèmes de sécurité incendie sera composée des prestations prévues dans la norme NF S 61-931.
Mission OPC	Le chargé de mission d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC) se verra confier les prestations prévues dans l'article R 2431-17 du code de la commande publique
Mission ICPE/IOTA	Etude, rédaction et mise à jour des dossiers réglementaires au titre du code de l'environnement.

(*) Les membres du groupement de maîtrise d'œuvre feront l'objet d'une enquête de sécurité pour accéder librement au site militaire et accompagner, si nécessaire, toutes personnes ou sociétés tierces devant intervenir en phase conception sur l'opération pour des diagnostics demandés par le Maître d'œuvre.

La durée d'instruction d'un contrôle élémentaire, de trois mois, ne permet pas d'accréditer les sociétés devant faire des diagnostics complémentaires sous peine de ne plus maîtriser les délais de conception.
Elles seront donc accompagnées par le Maître d'œuvre comme stipulé ci-dessus.

2.2.6. *Marché fractionné*

Le marché est scindé en sept (7) parties techniques distinctes comme définies ci-dessous :

Partie technique	Mission de base - éléments de mission	Missions complémentaires
1	ESQ	DIAG – ICPE/IOTA
2	APS	DIAG – SSI- OPC ICPE/IOTA
3	APD	DIAG - SSI - OPC - ICPE/IOTA
4	PRO	SSI - OPC - ICPE/IOTA
5	ACT	SSI - OPC - ICPE/IOTA
6	VISA + DET	SSI - OPC - ICPE/IOTA
7	AOR (dont GPA)	SSI - OPC - ICPE/IOTA

2.2.7. *Allotissement*

Le présent marché de maîtrise d'œuvre privée n'est pas alloti.

2.2.8. *Variantes*

Sans objet

2.3. Durée du marché

A titre indicatif, le calendrier prévisionnel du déroulement de l'opération s'établit comme suit :

- Conception : 1^{er} trimestre 2026 à 4^{ème} trimestre 2027
- Réalisation Travaux : 1^{er} trimestre 2028 à 3^{ème} trimestre 2029 + GPA

ARTICLE 3. CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ

3.1. Modalités essentielles de financement et de paiement

- Financement du marché : le marché est financé sur le budget de l'Etat ;

- Prix du marché : La mission du maître d'œuvre donne lieu à une rémunération forfaitaire fixée contractuellement. Son montant tient compte de l'étendue de la mission, de son degré de complexité et du coût prévisionnel des travaux ;
- Le coût prévisionnel définitif des travaux est arrêté à l'issue de l'élément de mission « APD » ;
- Mode de règlement : le mode de règlement choisi par le maître d'ouvrage est le virement ;
- Règlement des comptes : les prix sont révisables ;
- Délais de paiement : le délai global de paiement fixé au marché ne peut être supérieur à 30 jours, conformément à l'article R 2192-10 du code de la commande publique. Il est indépendant de la durée contractuelle d'exécution du marché.

3.2. Conditions propres aux marchés de prestations intellectuelles

Les prestations sont réalisées par un ou des prestataires ayant des compétences dans les domaines de l'architecture, des techniques du bâtiment et de l'économie de la construction.

Ne peuvent participer au concours, directement ou indirectement, les personnes qui auront pris part à son organisation, à l'élaboration du programme du concours, les membres de leurs familles, descendants ou ascendants et leurs collatéraux, leurs associés groupés ou non, ayant des intérêts professionnels communs, ainsi qu'aux membres du jury sauf à apporter la preuve que l'expérience acquise ne peut fausser la concurrence.

Toute infraction sera sanctionnée par la disqualification immédiate de l'équipe à laquelle aurait participé une personne soumise à la présente interdiction. Cette exclusion sera prononcée par décision motivée du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 4. PROCEDURE

4.1. Type de procédure

Le présent marché de maîtrise d'œuvre est passé selon la procédure du concours, en application de l'article L 2125-1 2°, des articles R 2172-1 à R 2172-6 et R 2162-15 à R 2162-25 du code de la commande publique. Il s'agit d'un concours restreint sur Esquisse.

Le présent marché est également soumis au livre IV du code de la commande publique « *dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre* ».

4.2. Forme juridique du soumissionnaire

Le marché sera passé avec un groupement de prestataires qui auront au minimum les compétences suivantes :

- en architecture,
- en ingénierie :
 - VRD,
 - structure, gros œuvre,
 - second œuvre,
 - électricité courants forts et faibles (dont informatique et réseaux IP)
 - plomberie,
 - génie climatique / thermique
 - coordination des systèmes de sécurité incendie (CSSI),
 - acoustique
- en économie de la construction,
- en ordonnancement, pilotage et coordination (OPC), **l'OPC devra impérativement être assurée par un cotraitant distinct de l'architecte mandataire ainsi que des BET Ingénierie.**
- en cyber-sécurité.
- ICPE/IOTA

- en management du BIM (qualification OPQIBI rubrique 1922 : BIM Management pour des projets de bâtiment).

La forme imposée après l'attribution sera le groupement conjoint.

Le mandataire du groupement est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur en ce qui concerne l'exécution du marché.

Conformément à l'article R 2142 -27 du code de la commande publique, **le mandataire sera l'architecte.**

Il est interdit aux candidats présentant les compétences en « architecture » et en « Ingénierie Structure/Gros œuvre » de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant en qualité de membre de plusieurs groupements. Cette exclusivité s'applique aussi en cas de BET/TCE.

Les membres présentant les autres compétences peuvent être membres de plusieurs groupements.

Précision sur la compétence cyber-sécurité :

La compétence attendue en cyber sécurité concerne aussi bien l'informatique/bureautique que le bâtiment.

Les compétences attendues sont les suivantes :

- Connaissance approfondie des architectures réseaux IP, des serveurs et des bases de données (fonctionnement et hébergement) :
 - Compétences Windows Server : Infrastructure de virtualisation et de stockage (plan de reprise d'activité (PRA), DC, annuaire LDAP, GPO,
 - Compétences Système de gestion de base de données relationnelles,
 - Compétences Réseau : management des réseaux, des protocoles et du management des switchs gestion des flux, filtrage, serveur radius, authentification et imputabilité des accès aux applications,
 - Maîtriser la gestion de configuration du système (cartographie et carte d'identité détaillée),
 - Compétences en politique de sécurité du réseau firewall et filtrage des flux et des protocoles,
 - Compétences de gestion des sauvegardes et des restaurations
 - Maîtrise des systèmes anti-virus (client serveur),
 - Tests : Spécifier et ou comprendre les tests unitaires et transverses, multi techniques.
- Connaissance approfondie des systèmes informatiques des systèmes de surveillance : Contrôle d'accès /Détection, vidéo surveillance et GTC, etc... et en particulier, des exigences applicables ANSSI et DGSIC (MinDef)

Cette compétence peut être attestée par tout moyen (qualifications, normes ISO...).

Dans le cas où le candidat serait dans l'impossibilité de justifier cette compétence par d'autres moyens, il est exigé, a minima, de suivre une formation à la cyber sécurité dispensée par l'ANSSI en suivant le lien suivant (MOOC de L'ANSSI) : <https://www.secnunacademie.gouv.fr/>

Vous y trouverez l'ensemble des informations pour vous initier à la cyber sécurité, approfondir vos connaissances, et ainsi agir efficacement sur la protection de vos outils numériques. Ce dispositif est accessible gratuitement. Le suivi intégral de ce dispositif vous fera bénéficier d'une attestation de réussite qui sera à joindre à votre dossier de candidature et attestera d'une compétence en cyber sécurité.

ARTICLE 5. PRESENTATION DES CANDIDATURES

5.1. Généralités

Les dossiers des candidatures seront entièrement rédigés en langue française. Toutefois les dossiers en langues étrangères accompagnés d'une traduction en français seront recevables.

Le marché sera conclu dans l'unité monétaire suivante " EURO ".

5.2. Modifications de détails au dossier de consultation

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la remise des candidatures, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des candidatures est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5.3. Renseignements complémentaires des entreprises sur la PLACE

Pour obtenir tous renseignements complémentaires (techniques et autres) qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres une demande dématérialisée via la Plateforme des achats de l'Etat (PLACE) sur le site www.marches-publics.gouv.fr

Tous les échanges avec le pouvoir adjudicateur se feront obligatoirement via la **Plateforme des achats de l'Etat (PLACE)** sur le site www.marches-publics.gouv.fr

5.4. Visite du site

Il n'y a pas de visite de site prévue en phase candidatures.

5.5. Contenu des plis

5.5.1 - Contenu du pli électronique

Eléments relatifs à la candidature	
Situation juridique	Le formulaire DUME renseigné ou DC1
	La copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire
	Un extrait K ou Kbis et les pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société
Capacités économique et financière	Déclaration du chiffre d'affaires global sur les trois derniers exercices comptables disponibles ; <i>le chiffre d'affaires moyen des trois derniers exercices n'est qu'un des éléments permettant de juger du potentiel financier des candidats</i>
	Déclaration du chiffre d'affaires concernant les prestations auxquelles se réfère l'objet du marché réalisé au cours des 3 derniers exercices disponibles
Capacités technique et professionnelle	Déclaration de l'effectif global en 2024 du candidat en distinguant le personnel d'encadrement
	- une note méthodologique sur la qualité de l'équipe projet, comme évoquée à l'article 6.2.3 du présent RC.

Toute candidature incomplète pourra être rejetée

NB : En application de l'article L 2141-7 du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'exclure de la procédure de la présente consultation, les candidats qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts ou ont été sanctionnées par une résiliation pour faute ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché public antérieur passé par l'établissement du service d'infrastructure de Bordeaux.

La décision d'exclusion de la procédure de passation, prise par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article L 2141-7 du code de la commande publique précité, s'exerce nonobstant les mentions figurant, le cas échéant, dans la déclaration sur l'honneur produite en application du 1° de l'article R 2143-3 du code de la commande publique.

5.6. Modalité d'envoi ou de dépôt des candidatures

Voir les clauses de dématérialisation, annexe au RC.

5.7. Convention de nommage

Il est demandé aux candidats de respecter une **convention de nommage des documents**, de type : **N° de projet – intitulé du document** (DC1- DC2 – Kbis - annexe1 – lettre de motivation – note méthodologique - Qualifications etc...).

Des intitulés trop longs (> à 15 caractères) risquent de bloquer le téléchargement optimal du dossier et son décryptage par le RPA.

ARTICLE 6. SELECTION DES CANDIDATURES

6.1. Nombre de candidatures admises

Le représentant du pouvoir adjudicateur procédera, après avis d'un jury, à la sélection de **trois (3) candidats** maximum, étant précisé que si le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection des candidats était inférieur, le pouvoir adjudicateur pourrait continuer la procédure avec les seuls candidats sélectionnés.

Après avis du même jury sur les offres des candidats sélectionnés, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra engager une phase de négociation avec le ou les lauréat(s) conformément à l'article R 2122-6 du code de la commande publique.

6.2. Jugement des candidatures

Les critères de jugement des candidatures sont énumérés ci-après. Les candidatures recevables seront notées et classées en application des critères ci-dessous.

Les candidatures sélectionnées seront celles qui obtiendront le plus de points. Elles seront évaluées sur un total de 100 points répartis de la façon suivante :

6.2.1. Critère n°1 - qualité des références présentées par le groupement (sur 70 points)

Sous-critères	Eléments permettant l'évaluation
Qualité de la référence présentée pour l'architecte mandataire (sur 20 points)	⇒ Une (1) référence « A » permettant de juger des capacités des candidats à projeter et suivre la présente opération couvrant la mission de base de maîtrise d'œuvre privée pour une opération de construction neuve ou de réhabilitation lourde de bâtiment (le candidat devra avoir été mandataire sur l'opération présentée), de complexité équivalente.
Qualité des références présentées pour les compétences techniques (sur 50 points)	⇒ Une (1) référence « B » couvrant la mission de « Structure / Gros-œuvre » (conception et suivi d'exécution) d'une opération de construction neuve ou de réhabilitation lourde de complexité équivalente. Cette référence sera notée sur 10 points. ⇒ Une (1) référence « C » couvrant la mission « Acoustique » (conception et suivi d'exécution) d'une opération de construction neuve ou de réhabilitation lourde de complexité équivalente. Cette référence sera notée sur 10 points. ⇒ Une (1) référence « D » couvrant la mission « Economiste de la construction (conception et suivi d'exécution) d'une opération de construction neuve ou de réhabilitation lourde de complexité équivalente. Cette référence sera notée sur 10 points. ⇒ Une (1) référence « E » couvrant la mission « d'Ordonnancement, de Pilotage et de Coordination (conception et suivi d'exécution) d'une opération de construction neuve ou de réhabilitation lourde de complexité équivalente. Cette référence sera notée sur 10 points. ⇒ Une (1) référence « F » couvrant la mission « ICPE / IOTA » pour la rédaction et/ou la mise à jour des dossiers réglementaires d'une opération de construction neuve ou de réhabilitation lourde de complexité équivalente. Cette référence sera notée sur 10 points.

Ces références seront chacune présentées suivant les fiches de présentation détaillées fournies en annexe 1 du présent règlement. **Les candidatures ne respectant pas ce formalisme seront déclarés irrecevables.**

Le membre du groupement portant la référence A pourra présenter une référence d'une opération en CCAEM (conception, construction, aménagement, entretien, maintenance) s'il a été **architecte principal** sur l'opération présentée (mandataire de l'équipe de maîtrise d'œuvre). Cependant, la note attribuée à la référence concernée sera **dépréciée**.

Une référence en CCAEM pour laquelle le candidat n'aura pas été architecte principal ne sera pas prise en compte.

Pour la **référence « A »**, le candidat fournira également des **pièces graphiques** à sa libre expression, comprenant des plans, coupes, élévations, perspectives (1 photo intérieure et 1 photo extérieure au minimum).

Ces pièces graphiques seront présentées sous forme de 3 affiches format équivalent A3*

***le maître d'ouvrage doit être en capacité d'imprimer lisiblement ce document en format A3**

Dans l'hypothèse où des éléments graphiques seraient transmis par les candidats pour les autres références (B, C, D, E, F), ces éléments ne seront pas pris en compte dans la notation de la candidature.

Les références présentées doivent se rapporter à des opérations livrées. Dans le cas contraire, la note attribuée à la référence concernée sera dépréciée.

Les références présentées doivent dater de moins de 8 ans pour la **référence « A »** à compter de la date de réception des travaux, et de moins de 5 ans pour **les autres références** à compter de la date de réception des travaux.

Dans le cas contraire, la note attribuée à la référence concernée sera dépréciée.

Les certificats de capacités réalisés par des maîtres d'ouvrages, évaluant la qualité de la mission réalisée, devront être joints pour chacune des références et nominatifs.

Dans le cas contraire, la note attribuée à la référence concernée sera dépréciée.

Enfin, si au cours de l'évaluation des candidatures, il apparaît que la note de la référence A est inférieure à la note de 10 sur 20 et/ou la note de la référence B est inférieure à 5 sur 10, la candidature concernée sera éliminée et les autres éléments de la candidature ne seront donc pas évalués.

NB : les candidats doivent décrire de manière exhaustive leur rôle et implication dans les prestations objet de la référence.

6.2.2. Critère n°2 - lettre de motivation (sur 18 points)

critère	Eléments permettant l'évaluation
Lettre de motivation (sur 18 points)	<p>Sur la base de la synthèse du programme jointe en annexe n° 2 au présent RC, le candidat fournira une lettre de motivation en lien avec l'opération objet de la consultation, présentant :</p> <ul style="list-style-type: none"> sa compréhension des enjeux du projet, des contraintes réglementaires et des contraintes liées au site. L'adéquation entre les enjeux/contraintes ci-dessus évoqués et les références/compétences du groupement de Maîtrise d'œuvre. <p>Cette lettre est limitée à trois pages A4 (1 feuille recto/verso + 1 feuille recto) police times new roman, calibri ou équivalent 12.</p> <p>En cas d'absence de la lettre de motivation dans la candidature, cette dernière sera jugée irrecevable et éliminée.</p>

6.2.3. Critère n° 3 – qualité de l'équipe projet (sur 12 points)

critère	Eléments permettant l'évaluation
Qualité de l'équipe projet (sur 12 points)	<p>Ce point sera jugé à partir d'une note méthodologique dans laquelle le candidat détaillera la constitution de l'équipe (organigramme de l'équipe projet avec identification de chaque personne, son CV, ses qualifications), la répartition des missions et le rôle de chaque intervenant.</p> <p><u>Cette note est limitée à 2 pages A4 (1 feuille recto/verso) police times new roman, calibri ou équivalent 12. Les CV et certificats de qualification ou de formation ne sont pas comptés dans cette limite de 2 pages.</u></p>

L'attention des concurrents est attirée sur le fait que toute candidature incomplète pourra être écartée.

ARTICLE 7. PRECISIONS SUR LA PHASE OFFRES

7.1. Critères de sélection phase offre

Les critères de sélection des projets en phase offre sont les suivants :

- Evaluation réponse technique – sur 50 points ;
- Evaluation réponse architecturale – sur 30 points ;
- Evaluation réponse économique – sur 20 points.

Les candidats retenus devront produire un dossier technique sur la base d'une esquisse.

7.2. Information sur la démarche d'homologation des systèmes industriels d'infrastructures

La présente opération est soumise à une démarche SSII (sécurité des systèmes industriels d'infrastructure), qui aura pour but de maîtriser au mieux les risques pour le bâtiment, pour ses occupants et pour son activité en cas de cyber-attaque.

Le présent marché est susceptible de s'inscrire dans une démarche d'homologation pour chaque système industriel d'infrastructure (SSII) mis en place (du type gestions techniques, CVC, contrôle d'accès, vidéo surveillance, détection d'intrusion, traitement de l'eau et de l'incendie, ...), ainsi que tous les systèmes informatiques communs inhérents au fonctionnement de la supervision et du cœur du système, tel que les serveurs, les sauvegardes, la gestion du réseau IP ...

La démarche d'homologation est une démarche qualité appliquée à la sécurité.

Cette procédure se traduit par un dossier d'homologation initié par la maîtrise d'ouvrage puis construit par le maître d'œuvre privé via les cahiers des charges des entreprises travaux.

Ce dossier est ensuite certifié par une décision délivrée par l'autorité d'homologation.

Cette décision d'homologation atteste que le système d'information considéré est apte à traiter des informations d'un niveau de classification donné, conformément aux objectifs de sécurité visés, et que les risques de sécurité résiduels sont acceptés et maîtrisés.

La démarche d'homologation des systèmes industriels d'infrastructures s'inscrit dans la mission de base du maître d'œuvre. L'appel d'offres travaux devra stipuler que le ou les titulaires des lots concernés par la problématique cyber devront organiser les éléments liés à cette démarche et, de ce fait, devront posséder les compétences nécessaires au respect des exigences dites de cyber sécurité.

A ce titre, les actions du titulaire du marché de maîtrise d'œuvre sont les suivantes :

- En phase conception : inclure les exigences techniques imposées par la maîtrise d'ouvrage en termes de certifications des équipements par exemples, et de validation ANSSI pour ce qui est des systèmes et logiciels ainsi que de l'architecture informatique proposée.
- En phase réalisation :
 - Transmettre aux entreprises les modèles de documents fournis par la maîtrise d'ouvrage et relatifs aux équipements installés, (fiches produits et fiches de validation types, par exemple)
 - Collecter les informations et les documents complétés auprès des entreprises,
- En phase de réception : assister le maître d'ouvrage dans la réalisation des tests de sécurité, lors des opérations préalables à la réception, obtenir un DOE exhaustif, adapté et strictement représentatif des installations et systèmes mis en œuvre.

Toutes les informations relatives à la démarche d'homologation des systèmes industriels d'infrastructures sont consultables sur le site de l'ANSSI (Agence National en Sécurité des Systèmes d'Information).

Le candidat devra notamment prendre connaissance des documents intitulés « la démarche d'homologation en 9 étapes simples », « maîtriser la SSII pour les systèmes industriels » et « exigences de cyber sécurité pour les prestataires d'intégration et de maintenance de systèmes industriels ».

Le maître d'ouvrage pourra recourir à différents moyens pour mettre en œuvre la démarche d'homologation :

- **soit il initiera lui-même la démarche d'homologation en interne ;**
- **soit il aura recours à une assistance à maîtrise d'ouvrage spécifique.**

7.3. Information sur les contrôles primaires des personnes physiques

Pour l'exécution des prestations relatives à la présente consultation, toutes les personnes amenées à pénétrer sur site feront l'objet d'un contrôle élémentaire.

En plus des procédures d'accès au site (badge, sas,...), toute personne (Maitre d'œuvre, entreprises travaux,...) amenée à pénétrer sur le site doit faire l'objet d'une enquête de sécurité préalable.

L'enquête de sécurité nécessite le dépôt de fiche de contrôle primaire de **trois (3) mois minimum avant toute demande d'accès au site concerné**. En effet, le délai de l'enquête de sécurité est de deux mois minimum.

Le modèle de ces fiches sera fourni dans le DCE.

L'accès au site ne sera autorisé que sous réserve d'une fiche individuelle de contrôle primaire validée.

Même après un retour positif des fiches individuelles de contrôle élémentaire, l'accès dans l'enceinte militaire est subordonné à la réception par le conducteur d'opération d'une demande comme suit :

- pour des interventions d'une durée supérieure à 1 semaine : préavis minimum de 15 jours,
- pour des interventions d'une durée inférieure à une semaine : préavis minimum de 5 jours

7.4. Indemnités de concours

Chaque équipe concurrente retenue pourra recevoir une indemnité forfaitaire non révisable, d'un montant ne pouvant dépasser **12 000 € TTC** (10 000 € HT).

Le cas échéant, le jury pourra proposer la réduction ou la suppression des primes à verser aux participants dont les prestations ne sont pas suffisantes eu égard au règlement du concours.

La rémunération du marché de maîtrise d'œuvre tiendra compte de l'indemnité perçue au titre de ce concours par le concurrent attributaire (article R 2172-6 du code de la commande publique).

La facture ne pourra être émise par le mandataire de chaque groupement qu'après réception du courrier indiquant le rejet de l'offre.

ARTICLE 8. PROCEDURE DE RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal Administratif de Bordeaux, 9 rue Tastet, CS 21490, 33063 Bordeaux Cedex (tél. : 05.56.99.38.00) – Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le greffe du tribunal administratif de Bordeaux.

A Bordeaux, le